



# UNE CONSOMMATION DURABLE POUR TOUS

## AMÉLIORER L'ACCESSIBILITÉ DES ALIMENTS PRODUITS DE MANIÈRE DURABLE AU CANADA

RAPPORT DE RECHERCHE DU RÉSEAU POUR UNE ALIMENTATION DURABLE

DES RÉ M. KRAMER, RHONDA FERGUSON, JENNIFER REYNOLDS  
MAI 2019



# CONSOMMATION DURABLE POUR TOUS

# REMERCIEMENTS

Nous remercions et saluons particulièrement les participants des 6 groupes de discussion pour avoir fait part de leurs expériences vécues qui nous ont permis de consolider ce rapport avec une compréhension incommensurable. Nous remercions également les personnes-ressources pour leur temps, leurs efforts et leur sagesse. Leurs perspectives élargies, fruits de nombreuses années de travail dans le domaine de l'action communautaire et de la recherche, ont grandement contribué à ce rapport.

Nous saluons aussi les membres de la Communauté de pratique sur la sécurité alimentaire du Réseau pour une alimentation durable ainsi que ceux du groupe consultatif de la recherche pour nous avoir fait part de leurs points de vue et de leur expertise. Les membres de ce groupe sont:

**Jill Guerra**

Coordinatrice des projets spéciaux et de la recherche, Association pour le commerce biologique du Canada

**Kelly Hodgins**

Agente de programme, Fondation McConnell

**Susanna Klassen**

Doctorante, UBC Public Scholar, Institute for Resources, Environment and Sustainability, University of British Columbia

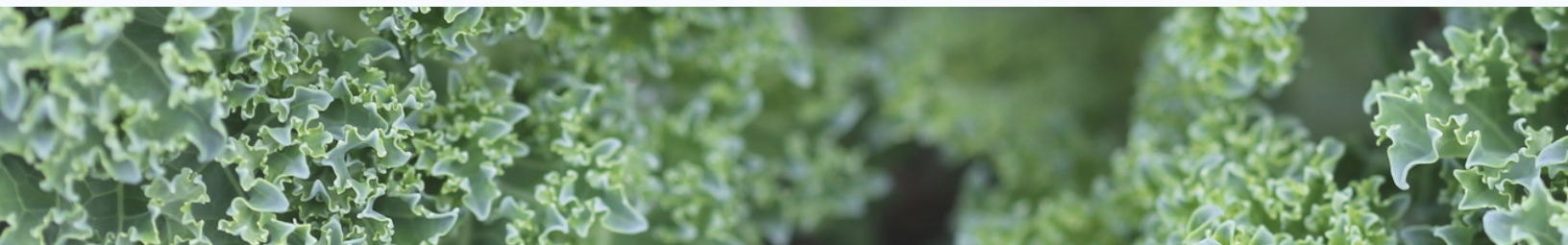
**Charles Levkoe**

Professeur adjoint, Chaire de recherche du Canada en systèmes de production alimentaire durables, Lakehead University

**Kathryn Scharf**

Chef de l'exploitation, Centres communautaires d'alimentation Canada

*L'utilisation du genre masculin a été adoptée afin de faciliter la lecture et n'a aucune intention discriminatoire.*

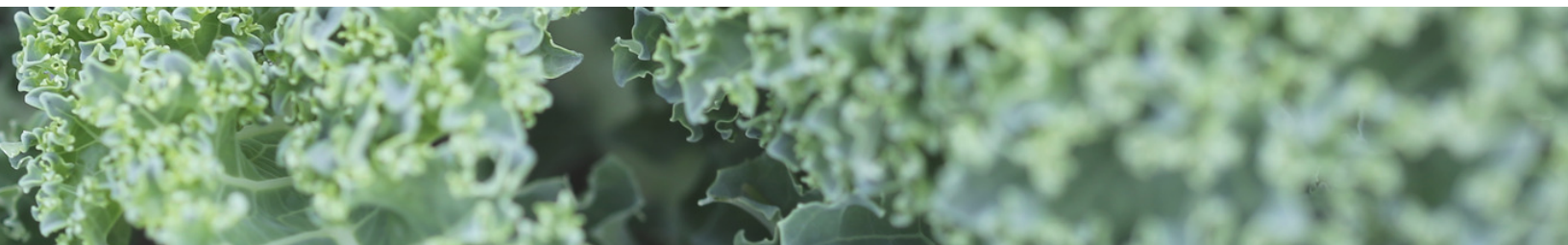




# TABLE DES MATIÈRES

---

<b>SOMMAIRE EXÉCUTIF</b>	3
<b>APPROCHE ADOPTÉE</b>	6
<b>FAITS SAILLANTS DE LA RECHERCHE</b>	
1 LES CANADIENS ACCORDENT DE L'IMPORTANCE AUX ALIMENTS PRODUITS DE MANIÈRE DURABLE	10
2 FRÉQUENCE D'ACHAT D'ALIMENTS PRODUITS DE MANIÈRE	13
3 LE REVENU ET/OU LE COÛT SONT PERÇUS COMME L'OBSTACLE PRINCIPAL À L'ACHAT D'ALIMENTS PRODUITS DE MANIÈRE DURABLE	16
4 MOINS GRANDE DISPONIBILITÉ DES ALIMENTS PRODUITS DE MANIÈRE DURABLE DANS LES QUARTIERS À REVENUS MODESTES	20
5 ENJEUX DE TRANSPORT ET DE MOBILITÉ POUR SE RENDRE DANS LES MAGASINS	22
6 DIFFICULTÉS À IDENTIFIER LES ALIMENTS PRODUITS DE MANIÈRE DURABLE ET CONFIANCE LORS DE L'ACHAT	24
7 OPPORTUNITÉS DE POLITIQUES POUR AUGMENTER L'ACCÈS AUX ALIMENTS PRODUITS DE MANIÈRE DURABLE CHEZ LES CONSOMMATEURS À FAIBLE REVENU	26
<b>QUESTIONS POUR LES RECHERCHES ULTÉRIEURES</b>	29
<b>RÉFÉRENCES</b>	31











# SOMMAIRE EXÉCUTIF

L'intérêt à l'égard des aliments produits de manière durable s'est développé exponentiellement au cours des dernières décennies. De plus, les liens entre l'alimentation durable, la santé humaine et la planète reçoivent une attention croissante de la part des décideurs politiques. L'Objectif 12 de développement durable des Nations unies (2016) vise à augmenter la consommation et la production d'aliments durables. Les nouvelles Lignes directrices canadiennes en matière d'alimentation de Santé Canada (2019) mettent elles aussi en lumière les relations importantes qui existent entre une alimentation saine, les environnements alimentaires, les déterminants sociaux de la santé ainsi que les impacts environnementaux découlant des choix en matière d'alimentation.

Malgré le large éventail d'initiatives déployées au pays qui visent à mettre sur la table des Canadiens plus d'aliments sains et durables, ces derniers ne sont pas accessibles à tous. Le Réseau pour une alimentation durable a mené un projet de recherche (d'avril 2018 à mars 2019) pour mieux comprendre comment les consommateurs à faible revenu accordent de l'importance et accèdent aux aliments produits de manière durable, les obstacles qu'ils doivent affronter pour y arriver et quelles mesures politiques pourraient être mises en place pour leur faciliter l'accès.

Tout au long du projet, les chercheurs ont utilisé des questions ouvertes pour comprendre ce que les participants entendaient par « aliments produits de manière durable », une définition a également été proposée : « des aliments produits localement, sans pesticides ou organismes génétiquement modifiés, en ayant recours à des pratiques de travail équitables pour les travailleurs agricoles et d'une façon qui assure le bon traitement des animaux d'élevage. » Cette définition a été donnée pour délimiter certaines questions de l'étude.

L'étude comprenait une analyse documentaire, des entretiens avec plus de 30 experts en sécurité alimentaire, 6 groupes de discussion organisés partout au Canada ayant mobilisé 50 personnes qui se sont identifiées comme des personnes à faible revenu et/ou souffrant d'insécurité alimentaire ainsi qu'une enquête menée à l'échelle nationale. Cette enquête en ligne a permis de sonder 1500 Canadiens pour déterminer leur définition et la valeur qu'ils accordent aux aliments produits de manière durable, leurs habitudes d'achat alimentaires ainsi que les obstacles qu'ils rencontrent pour y accéder. Des quotas (basés sur les données du recensement de 2016) ont été définis par région, âge et sexe pour représenter la population canadienne de manière proportionnelle. L'échantillon a également été segmenté par revenu pour garantir un échantillon adéquat de Canadiens à faible revenu (un minimum de 500, ou 33 % de l'échantillon) pour l'analyse.



Somme toute, les résultats de cette étude renforcent le fait que, pour les Canadiens à faible revenu, le revenu et/ou le coût constituent l'obstacle principal dans l'accès aux aliments produits de manière durable, même si ces derniers sont valorisés. Ces résultats vont encore plus loin et démontrent comment les environnements alimentaires dans lesquels vivent les gens, leurs valeurs et la confiance qu'ils accordent au système agroalimentaire contribuent à façonner l'accès.

Les résultats de notre enquête menée auprès de consommateurs démontrent un soutien élevé à l'égard des aliments produits de manière durable. Lorsqu'on leur demande de décrire l'importance qu'ils accordent à chacune des 6 caractéristiques des aliments produits de manière durable, les Canadiens, tous groupes de revenus confondus, répondent que les aspects suivants sont extrêmement et/ou très importants : traiter humainement les animaux de ferme (62%); utiliser des pratiques de travail équitables à l'égard des travailleurs agricoles (59%); cultiver des aliments sans pesticides (46%); les produire localement (43 %); sans organismes génétiquement modifiés (OGM) (42 %) ; et aliments certifiés biologiques (16 %).

Une majorité des répondants a indiqué acheter des aliments produits de manière durable « au moins parfois » (70 % des Canadiens à revenu plus élevé contre 64 % des Canadiens à faible revenu), et 6 % des répondants à faible revenu (contre 2 % chez ceux à revenu plus élevé) ont indiqué « toujours » en acheter.

Cependant, les groupes de discussion illustrent que même si les aliments produits de manière durable sont valorisés par les personnes ayant participé aux conversations, ils sont rarement consommés, et cela pour diverses raisons.

L'insuffisance du revenu et/ou le coût ont clairement été indiqués comme étant l'obstacle le plus important à l'achat d'aliments durables chez les participants à faible revenu et/ou qui souffrent d'insécurité alimentaire. Cette constatation se retrouve dans les groupes de discussion et dans l'enquête. Dans un pays où 1 ménage canadien sur 8 connaît un certain degré d'insécurité alimentaire, la consommation régulière d'aliments durables n'est pas toujours une option. Le besoin de choisir entre le paiement du loyer et l'alimentation est un thème commun soulevé dans tous les groupes de discussion – le loyer étant une dépense non négociable.

Les Canadiens à faible revenu ont également indiqué un moins bon accès aux plus petites épiceries spécialisées et aux marchés fermiers dans leur quartier, où les aliments produits de manière durable ont tendance à être plus facile à trouver sur le marché. Selon l'enquête, les Canadiens à faible revenu ont 3 fois plus tendance à déclarer des difficultés à se rendre dans les endroits où ils achètent de la nourriture (épiceries, dépanneurs, marchés fermiers, etc.), particulièrement à cause des problèmes de mobilité.

Les participants aux groupes de discussion ont également souligné l'importance de la culture lorsqu'il s'agit de nourriture, et la manière avec laquelle le racisme et la discrimination peuvent restreindre et façonner les choix alimentaires. Les gens achètent de la nourriture seulement là où ils se sentent à l'aise, et ne magasinent pas dans certains endroits où ils ont le sentiment de faire l'objet d'une discrimination, même si ce comportement affecte la qualité de la nourriture qu'ils achètent.



Un certain nombre de questions importantes doivent être examinées en menant des études ultérieures sur le rôle du racisme sur l'accès à la nourriture et les habitudes de consommation.

L'identification des aliments produits de manière durable sur le lieu où les consommateurs font leurs achats représente un autre obstacle. Selon les résultats de l'enquête, les aliments certifiés biologiques et produits localement sont jugés relativement faciles à identifier. Toutefois, les Canadiens éprouvent des difficultés à évaluer les autres aspects de la production d'aliments durables, particulièrement la manière dont les animaux et les travailleurs agricoles sont traités dans la production alimentaire. Ce sont des aspects remarquables, car selon les données du sondage, ces aspects sont valorisés par rapport aux autres.

Les options prioritaires en matière de politique visant à élargir l'accès aux aliments produits de manière durable, qui ont été soulevées par les personnes-ressources, sont les suivantes :

- Soutenir les agriculteurs locaux pour développer les marchés d'aliments locaux et durables (84 % de soutien selon le sondage).
- S'assurer que chacun au Canada dispose d'un revenu annuel minimum garanti et puisse correctement nourrir son ménage (75 % de soutien selon le sondage).
- Appuyer la création de plus de jardins communautaires, de marchés communautaires et de marchés fermiers pour qu'ils soient largement présents (de 74 à 77 % de soutien selon le sondage).

- Subventionner les Canadiens à faible revenu (coupons d'aliments frais, jetons à utiliser dans les marchés fermiers, ou encore des suppléments de financement) pour qu'ils bénéficient d'un meilleur accès aux aliments durables (69 % de soutien selon le sondage).

Bien que l'accès à davantage d'aliments produits de manière durable ait été une priorité croissante chez les consommateurs pendant un certain temps, cette étude tombe à point nommé, car le gouvernement fédéral prépare actuellement une Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale, une Stratégie de réduction de la pauvreté ainsi qu'une Politique alimentaire pour le Canada. Mieux comprendre comment rendre accessibles les aliments produits de manière durable permet de faire un lien avec la réduction de la pauvreté, l'innovation sociale et la politique alimentaire

Les résultats de l'étude permettront au Réseau pour une alimentation durable et ses partenaires de fournir de précieuses informations sur les politiques pour améliorer l'accessibilité aux aliments durables, ainsi que de renforcer les dialogues entre les acteurs de la sécurité alimentaire et de la production alimentaire durable, tout en consolidant le mouvement visant à proposer ce type d'aliments à tous.

*Le Réseau pour une alimentation durable a reçu du financement en vertu du Programme de contributions pour les organisations sans but lucratif de consommateurs et de bénévoles d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada. Les opinions exprimées dans ce rapport ne sont pas nécessairement celles d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada ou du gouvernement du Canada.*



# APPROCHE ADOPTÉE

**Les questions de l'étude ont été abordées par le biais de méthodes qualitatives itératives et quantitatives, en suivant ce calendrier :**

## Revue de littérature

Une revue de littérature initiale a été menée pour mieux comprendre le paysage existant de la recherche (d'avril à août 2018).

## Entretiens

Les entretiens des personnes-ressources avec près de 30 chefs de file en matière de la sécurité alimentaire ont été utilisés pour préparer et confirmer des outils de recherche et les premières analyses (de juillet à octobre 2018).

## Groupes de discussion

Les groupes de discussion, des tables rondes ont été organisés à Toronto, Thunder Bay, Sudbury, Vancouver, Montréal et Saskatoon, entre août 2018 et janvier 2019. Ces tables rondes sous le nom de Kitchen table talks sont une « forme de réunion semi-structurée animée par la communauté; elles sont conçues pour encourager l'engagement communautaire et l'inclusion » (Levkoe and Sheedy, 2017, p. 7 [trad. libre]). Elles ont permis à plus de 50 personnes identifiées comme des personnes à faible revenu et/ou souffrant d'une insécurité alimentaire de faire part de leurs idées; bon nombre d'entre elles participent également à des programmes alimentaires, comme les banques alimentaires, les programmes de cuisine et de préparation des repas et la culture d'aliments communautaires.

## Enquête

Suite à cela, une enquête menée auprès des consommateurs en ligne a sondé 1500 Canadiens, entre le 18 décembre 2018 et le 4 janvier 2019. Des quotas par région, âge et sexe ont été définis de manière à représenter proportionnellement la population canadienne (selon les données du recensement de 2016). L'échantillon a également été segmenté par revenu pour qu'il reflète adéquatement les Canadiens à faible revenu (minimum de 500, soit 33 % de l'échantillon) pour l'analyse. Le terme « Faible revenu » a été défini en utilisant la Mesure du faible revenu (MFR) de Statistique Canada (avant impôt) qui se base sur une combinaison du revenu et de la taille du ménage. Les chercheurs n'ont pas remarqué de nouvelles importantes consacrées aux aliments dans les médias traditionnels pendant le sondage. Par exemple, une personne vivant seule avec un revenu annuel inférieur à 25 000 dollars est considérée comme à faible revenu, de même qu'un ménage de quatre personnes dont le revenu combiné est inférieur à 50 000 dollars. Outre la pondération selon l'âge, le sexe et la région, la pondération a également été utilisée pour s'assurer que les Canadiens à faible revenu sont représentés dans l'échantillon final dans la même proportion que dans la population générale (14%). Les chercheurs n'ont noté aucun reportage important dans les principaux médias concernant les problèmes d'alimentation pendant la durée du sondage.



## GRUPE CONSULTATIF DE RECHERCHE



Un groupe consultatif de recherche a fait part de ses commentaires lors de réunions trimestrielles et à l'aide de commentaires rédigés dans les ébauches de l'étude. Les membres de la Communauté de pratique sur la sécurité alimentaire du Réseau pour une alimentation durable ont également fait part de leurs commentaires tout au long du projet. Un méthodologiste tiers a examiné les résultats de l'étude et ses commentaires ont été intégrés dans le rapport final.

## LIMITES DE L'ÉTUDE



### **Pour l'enquête :**

Puisqu'une enquête en ligne représente un échantillon de convenance, aucune marge d'erreur ne peut être attribuée aux résultats.

### **Pour les groupes de discussion :**

À cause des limites imposées par le temps et de l'aspect financier, la voix des personnes souffrant d'insécurité alimentaire dans les régions éloignées du Grand Nord canadien n'a pas été le point central de cette étude. Les défis en matière d'insécurité alimentaire survenant dans ces régions sont différents de ceux survenant dans les villes, la campagne et le sud du Canada, bien qu'ils partagent quelques points communs. Cependant, certains participants aux groupes de discussion ont vécu dans le Grand Nord, et des personnes-ressources pouvaient également parler de ces problèmes. Leurs commentaires ont été inclus dans le rapport.

## NOTE SUR LA LECTURE DES RÉSULTATS



Étant donné que l'enquête en ligne représente un échantillon de convenance, aucune marge d'erreur ne peut être attribuée aux résultats. Tout au long de ce rapport, les flèches dans les chiffres indiquent des différences statistiques importantes (au niveau de confiance de 95 %) entre les groupes de personnes à faible revenu et ceux plus élevés.







# FAITS SAILLANTS DE LA RECHERCHE

---



# 1 - LES CANADIENS ACCORDENT DE L'IMPORTANCE AUX ALIMENTS PRODUITS DE MANIÈRE DURABLE

**Les Canadiens accordent le plus d'importance aux aliments produits en traitant humainement les animaux de ferme et en utilisant des pratiques de travail équitables à l'égard des travailleurs agricoles ; les aliments cultivés localement, sans pesticides ni organismes génétiquement modifiés sont également importants.**

Définir les aliments produits de manière durable est une entreprise complexe qui revêt plusieurs facettes. Dans sa définition la plus large, ces aliments sont ceux produits et distribués de manière à assurer la pérennité du système alimentaire, y compris ses ressources naturelles et le bien-être de tous ses participants aujourd'hui et à l'avenir. Dans cette étude, les chercheurs ont posé des questions ouvertes pour identifier ce que les participants entendaient par « aliments produits de manière durable », mais ils leur ont aussi proposé une définition : « des aliments produits localement, sans pesticides ou organismes génétiquement modifiés, en ayant recours à des pratiques de travail équitables pour les travailleurs agricoles et d'une façon qui assure le bon traitement des animaux d'élevage. » Cette définition a été donnée pour délimiter certaines questions de l'étude.

L'expression « aliments produits de manière durable » n'étaient pas familière à la plupart des participants au groupe de discussion. Lorsqu'on leur a demandé de la définir, cela donnait souvent lieu à une discussion pour savoir s'il s'agissait

« d'aliments en conserve », « d'aliments pouvant être utilisés pendant longtemps », ou « d'aliments emballés ». Suite à une proposition de définition de l'animateur ou d'un participant, les discussions illustraient une connaissance générale des pratiques de production alimentaire auxquelles se rapportait l'expression, même si celle-ci n'était pas largement utilisée.

Au cours des entretiens avec les personnes-ressources, les aliments produits de manière durable étaient souvent utilisés indistinctement à la place de termes comme « biodiversité », « agroécologie », « local », « nutritif », « biologique », et « permaculture ». Certains expliquaient également que les aliments produits de manière durable comprenaient des salaires équitables pour les travailleurs agricoles et les agriculteurs, l'accès aux terres pour les jeunes agriculteurs, une réserve de terre pour la biodiversité et un contrôle sur la prise de décision concernant les aliments que l'on consomme et le lieu où ceux-ci sont obtenus.





Les résultats de l'enquête consommateurs démontrent que les aliments produits de manière durable reçoivent un soutien élevé. Une question ouverte visait à déterminer comment les répondants les définissaient, et elle a permis de générer des descriptions générales telles que : des aliments qui ne nuisent pas à l'environnement ou qui n'épuisent pas nos futures ressources, aux côtés des aliments produits localement, certifiés biologiques, ou sans pesticides. Lorsqu'on leur demande de décrire l'importance qu'ils accordent à chacune des 6 caractéristiques des aliments produits de manière durable, les Canadiens, tous groupes de revenus confondus, répondent que les aspects suivants sont extrêmement ou très importants : traiter humainement les animaux de ferme (62 %); utiliser des pratiques de travail équitables à l'égard des travailleurs agricoles (59 %); cultiver des aliments sans pesticides (46 %); les produire localement (43 %); sans organismes génétiquement modifiés (OGM) (42 %); et aliments certifiés biologiques (16 %). (Figure 1).

Les personnes-ressources ont également identifié bon nombre de ces caractéristiques des aliments produits de manière durable, celles-ci avaient de la valeur pour certains participants aux groupes de discussion. Toutefois, certains participants ont expliqué qu'il leur est impossible d'acheter ces types d'aliments, car ils sont inaccessibles d'un point de vue économique. Ainsi, l'un des participants à un groupe de discussion a expliqué :



« J'aimerais accorder la priorité aux aliments biologiques très sains et en consommer tout le temps, mais honnêtement, et particulièrement en fin de mois, tout ce qui peut m'aider à maximiser ma paie, ça me convient. Et, probablement, ce sera les nouilles. »

Un autre participant explique :



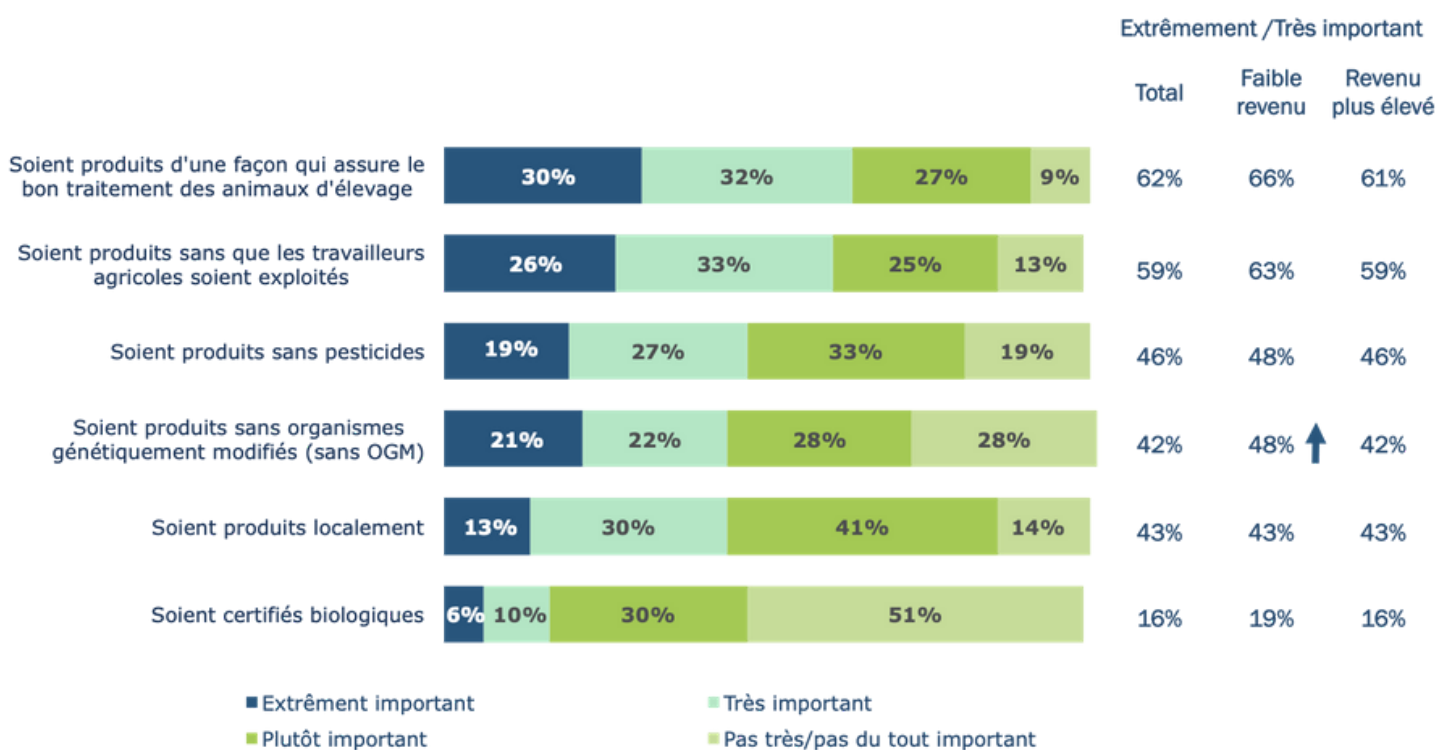
« Si j'avais l'argent pour les aliments que je souhaite acheter, j'achèterais plus d'aliments biologiques. J'obtiendrais une telle variété d'aliments sans OGM! J'achèterais des céréales sans OGM à 10 \$ et les légumes biologiques de haute qualité. J'ai presque fait une croix sur la consommation de viande. Je mange des légumes la plupart du temps, à cause des hormones que contient la viande et de la cruauté envers les animaux. Mais j'aimerais manger à nouveau de la viande! J'aimerais du bacon, des saucisses... et un bon rôti! J'engraisserais mes enfants! Je mangerais tout ça! »



# FIGURE 1 : FACTEURS IMPORTANTS LORS DE L'ACHAT D'ALIMENTS PRODUITS DE MANIÈRE DURABLE



**QUESTION DE L'ENQUÊTE : Les aliments produits de manière durable peuvent englober de nombreux aspects de leur production. Pour vous, dans quelle mesure est-il important que les aliments que vous achetez....?**



Base : Taille de l'échantillon (n=1501), faible revenu (n=500), revenu plus élevé (n=1001).

Note : Exclut les personnes qui ne savaient pas comment répondre (environ 2 % des répondants pour chaque question).



## 2 - FRÉQUENCE D'ACHAT D'ALIMENTS PRODUITS DE MANIÈRE DURABLE

**L'étude dévoile une diversité de données concernant la consommation d'aliments produits de manière durable au Canada.**

Les groupes de discussion de plus de 50 Canadiens s'identifiant comme personnes à faible revenu ont illustré que la vaste majorité ne consommait jamais d'aliments produits de manière durable. Cependant, les résultats de l'enquête menée auprès des consommateurs démontrent une consommation relativement généralisée d'aliments produits de manière durable : 70 % de Canadiens ayant un revenu plus élevé, et 64 % de Canadiens ayant un faible revenu qui achètent au moins « parfois », et 6 % de personnes à faible revenu qui achètent « toujours » ce type d'aliments, par rapport à seulement 2 % chez les Canadiens au revenu plus élevé (Figure 2). Le fait que les Canadiens ayant un revenu plus élevé (40%) indiquent acheter « parfois » ces aliments est important d'un point de vue statistique chez les Canadiens à un faible revenu (34 %).

Les études menées par Webber et Dollahite (2008, p. 200) et Howard et Allan (2008, p. 239) indiquent que les consommateurs à faible revenu sont particulièrement à l'écoute des inégalités qui sévissent dans le système alimentaire, ce qui pourrait les rendre plus enclins à choisir des aliments produits de manière durable en raison des avantages pour la société, si les obstacles perpétuels qui leur en bloquent l'accès étaient supprimés. Les résultats du sondage mentionnés ci-dessus (Figure 1) qui indiquent que les répondants à faible revenu accordent constamment une plus

grande importance aux méthodes de production durable par rapport aux répondants à revenu plus élevé sont reflétés dans cette analyse.

De plus, l'Association pour le commerce biologique du Canada (2017) a trouvé que les personnes se situant dans la fourchette d'imposition la moins élevée et celles dans la plus élevée allouaient un pourcentage de leur budget plus important pour les aliments biologiques, alors que les personnes au revenu moyen allouent en pourcentage moins élevé pour ces aliments.

D'autres facteurs secondaires intervenant dans les habitudes d'achat des Canadiens ont été identifiés dans des études de Johnston, Szabo, & Rodney (2011), de Baumann, Engman, Huddart-Kennedy, & Johnston (2017) et d'autres. Ils comprennent le niveau d'éducation, l'origine ethnique, la présence (ou non) d'enfants au foyer, l'âge des enfants, l'âge et le sexe. L'étude de Baumann et al. indique que différentes caractéristiques sont associées à l'intention d'acheter différents types d'aliments durables;



par exemple, le fait d'avoir de jeunes enfants est associé à l'achat de plus d'aliments biologiques, tandis que le fait d'être un blanc et une femme est associé au fait d'être plus susceptible d'acheter des aliments locaux (p. 80). Il est important de noter que l'étude de Johnston et al. (2011), indique que les personnes ayant un faible revenu ou qui appartiennent à des communautés racialisées ne signalent peut-être pas l'achat d'aliments durables aussi fréquemment que les autres groupes, non en raison d'un manque d'intérêt à l'égard de la consommation éthique, mais à cause de l'accès et des paramètres relatifs au discours portant sur l'alimentation éthique. Ils ont en effet découvert que de nombreuses personnes à faible revenu appartenant à des communautés racialisées employaient « des adaptations créatives des répertoires dominants de la consommation éthique pour s'adapter aux circonstances du faible revenu, mais qu'elles utilisaient aussi différents cadres de travail culturel pour répondre aux problèmes moraux entourant la consommation » (Johnston et al., 2011, 293-4 [trad. libre]).

Dans cette étude, les tensions liées à la relation entre le revenu et les attitudes à l'égard des aliments durables méritent une réflexion et ouvrent la voie à des enquêtes complémentaires. Il est possible que la différence puisse au moins être partiellement contextualisée par la méthodologie de recherche. Le sondage a été effectué en ligne en utilisant la Mesure du faible revenu (MFR) de Statistique Canada qui se base sur une combinaison du revenu et de la taille du ménage. Des quotas ont été définis par région, âge et sexe pour représenter la population canadienne de manière représentative (basés sur les données du recensement de 2016).

Les discussions Kitchen table talk ont eu lieu en personne dans 6 lieux différents, et, dans 5 cas sur les 6, elles ont été organisées par des organismes sans but lucratif axés sur l'alimentation. Les participants se sont eux-mêmes identifiés en tant que personnes à faible revenu et/ou comme personnes souffrant d'insécurité alimentaire qui s'intéressent à discuter de la consommation d'aliments durables.

De manière plus large, l'accès économique aux aliments, et pas uniquement aux aliments produits de manière durable, continue à occuper une place très importante au Canada. Avec 1 ménage canadien sur 8 souffrant à un certain degré d'insécurité alimentaire, l'accès aux aliments est en général difficile pour de nombreuses personnes. Certains groupes souffrent d'insécurité alimentaire de manière disproportionnée, ce qui indique des inégalités structurelles et systémiques au sein de la société au sens large. Comme indiqué par Tarasuk, Fafard-St Germain, & Mitchell (2019) [trad. libre] :



**« La probabilité d'insécurité alimentaire au sein des ménages au Canada et la gravité de l'expérience dépendent de la province ou du territoire de résidence du ménage, du revenu, de la source principale du revenu, du mode d'occupation, de l'éducation, du statut autochtone et de la structure du ménage. Nos résultats soulignent le croisement de l'insécurité alimentaire et des décisions en matière de politique publique au Canada et le fardeau disproportionné de l'insécurité alimentaire chez les peuples autochtones. »**



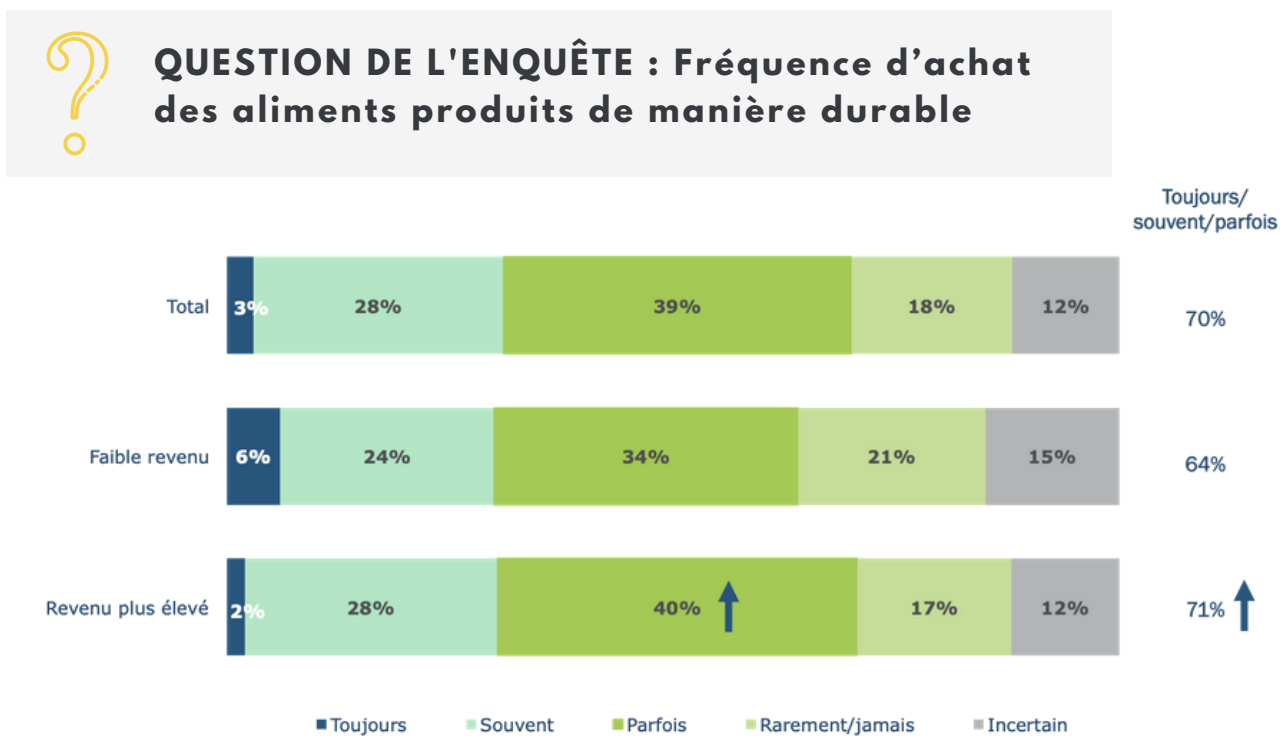
Les participants aux groupes de discussion ont quant à eux, mis l'accent sur la nécessité de prioriser le coût du logement par rapport à l'alimentation. Cela s'observe particulièrement chez les parents dont les enfants pourraient être pris en charge par l'état s'ils n'avaient pas de logement. Dans ce contexte, l'alimentation est considérée comme une dépense « compressible ». Comme l'a exprimé un participant :



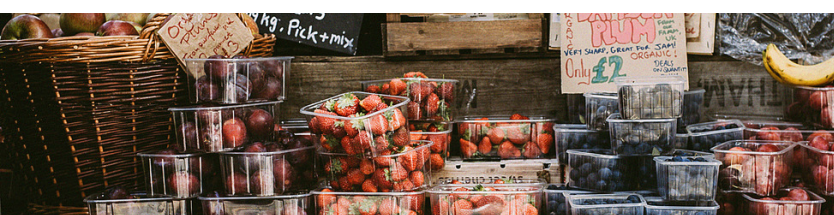
« C'est difficile pour moi. Vendredi prochain, je reçois mon chèque de paie et je dois tenir avec ça jusqu'à la fin du mois de janvier, mais ça ne

sera pas possible. Quand j'ai payé mes factures et mon épicerie, il me reste peut-être entre 100 et 150 dollars. Je dois lutter constamment. Ma nièce me rend visite une fois de temps en temps. C'est tellement difficile de la nourrir. À présent, je n'ai pas de nourriture dans la maison et je dois vraiment me battre... C'est mon anniversaire demain. J'ai demandé à tout le monde de m'acheter des cartes-cadeaux de Métro [l'épicerie] parce que cela m'aidera à terminer ce mois et le suivant. »

## FIGURE 2 : FRÉQUENCE D'ACHAT DES ALIMENTS PRODUITS DE MANIÈRE DURABLE



Base : Échantillon total (n=1501), Faible revenu (n=500), Revenu plus élevé (n=1001)

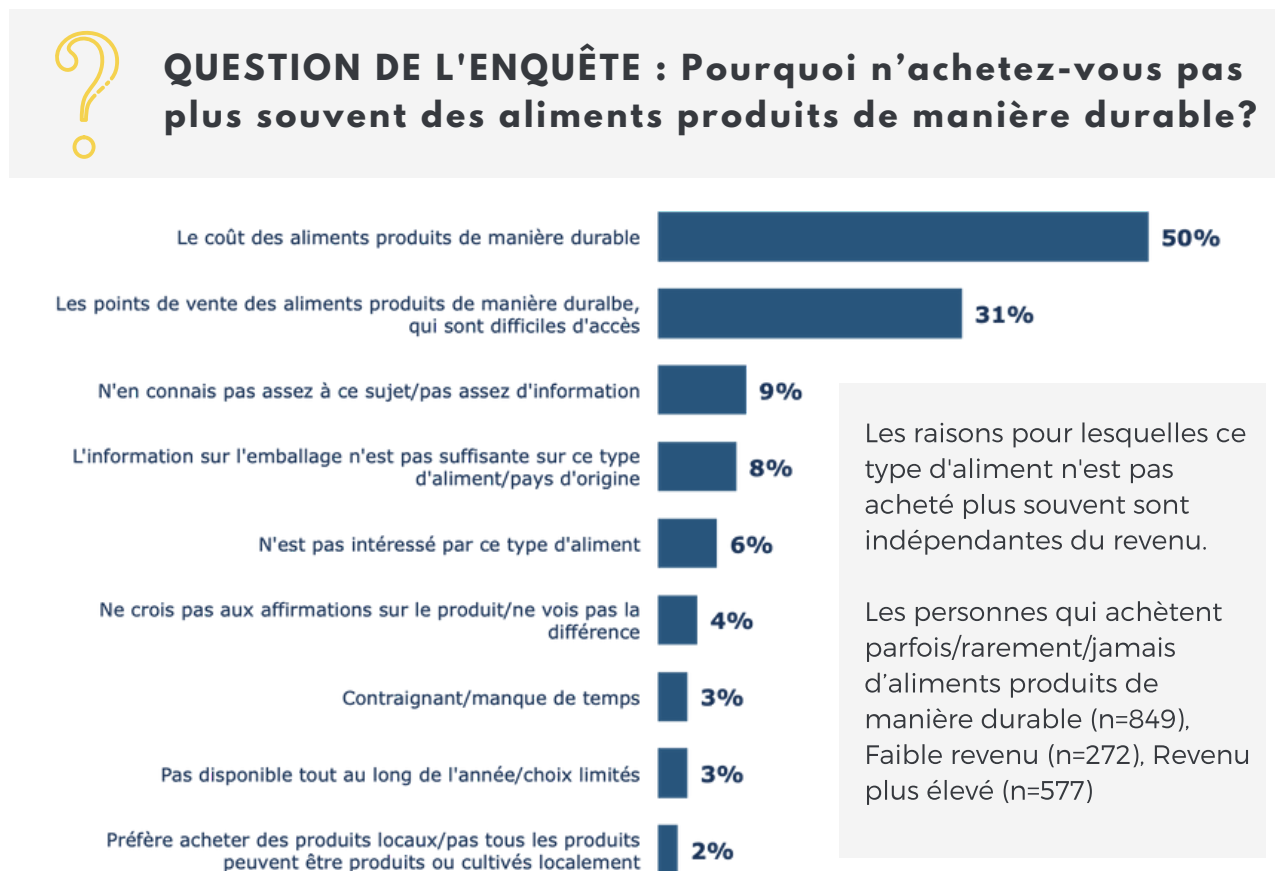


# 3 - LE REVENU ET/OU LE COÛT SONT PERÇUS COMME L'OBSTACLE PRINCIPAL À L'ACHAT D'ALIMENTS PRODUITS DE MANIÈRE DURABLE

**Le revenu et/ou le coût sont perçus comme l'obstacle principal à l'achat d'aliments durables pour les Canadiens à faible revenu; l'accès et les contraintes de temps sont également mentionnés.**

On a posé une question ouverte aux répondants qui avaient indiqué acheter parfois et/ou rarement et/ou jamais d'aliments produits de manière durable : pourquoi ne les achètent-ils pas, ou ne les achètent-ils pas plus souvent? Pour tous les groupes, tous groupes de revenus confondus, le coût élevé constitue la raison la plus communément mentionnée (spontanée) pour ne pas les acheter, mais la disponibilité est aussi une préoccupation (Figure 3).

**FIGURE 3: RAISONS POUR LESQUELLES RÉPONDANTS N'ACHÈTENT-ILS PAS PLUS SOUVENT DES ALIMENTS PRODUITS DE MANIÈRE DURABLE**





Lorsqu'on a demandé aux participants des groupes de discussion s'ils aimeraient acheter des aliments produits de manière durable, la plupart ont indiqué que malgré qu'il s'agisse d'une priorité, c'est souvent impossible. Un participant déclare :



« Je dois faire beaucoup d'économies. Je ne peux pas me permettre tout ce que je veux. Les aliments plus sains et nutritifs sont très chers. Je n'achète que les choses abordables et, parfois, c'est une question de survie. »

Un autre explique :



« Les bureaucrates prennent des décisions fondamentales à notre place. Ils disent : voilà ce avec quoi vous allez vivre; c'est là que vous allez vivre et voilà ce que vous allez manger. Ils s'attendent à ce que nous vivions de boîtes périmées de Kraft Dinner et de boîtes de thon abîmées. Ils feraient mieux de nous mettre en face d'une poubelle, de nous donner une mangeoire comme si nous étions des chevaux et nous dire de manger les restes. C'est tellement frustrant! »

Comme ces commentaires l'illustrent, les personnes à faible revenu et/ou souffrant d'une insécurité alimentaire ne peuvent souvent pas prioriser la qualité des aliments qu'elles consomment, ou leur mode de production (durable ou non) – même s'il existe des raisons de santé à agir de la sorte – dans le contexte d'autres besoins financiers plus pressants. Un autre participant ajoute :



« En ce moment, on a vraiment beaucoup de difficultés financières. Mon fils a des problèmes comportementaux. Nous trouvons que les aliments transformés contribuent à ces derniers. Mais maintenant, je dois recommencer à acheter des aliments transformés, car ils sont moins chers que les frais. Ça a complètement changé son comportement. »

Lorsqu'on leur présente une liste d'obstacles potentiels, 45 % des répondants à faible revenu indiquent que le coût est l'obstacle principal à l'accès aux aliments produits de manière durable, mais aussi le temps nécessaire pour les trouver ainsi que la difficulté à accéder aux endroits qui les vendent (Figure 4). D'un point de vue statistique,



ces 3 obstacles ont reçu une note plus élevée chez les Canadiens à faible revenu que chez les répondants à revenu plus élevé. L'identification de ces aliments représentait un défi pour tous les groupes de revenus, mais aussi le deuxième obstacle le plus important après les coûts.

Les groupes de discussion ont également souligné l'importance de la culture lorsqu'il s'agit de nourriture, et comment le racisme et la discrimination peuvent limiter et façonner les choix alimentaires, ainsi que les obstacles associés aux étiquettes alimentaires. Comme nous l'a expliqué l'un des participants :



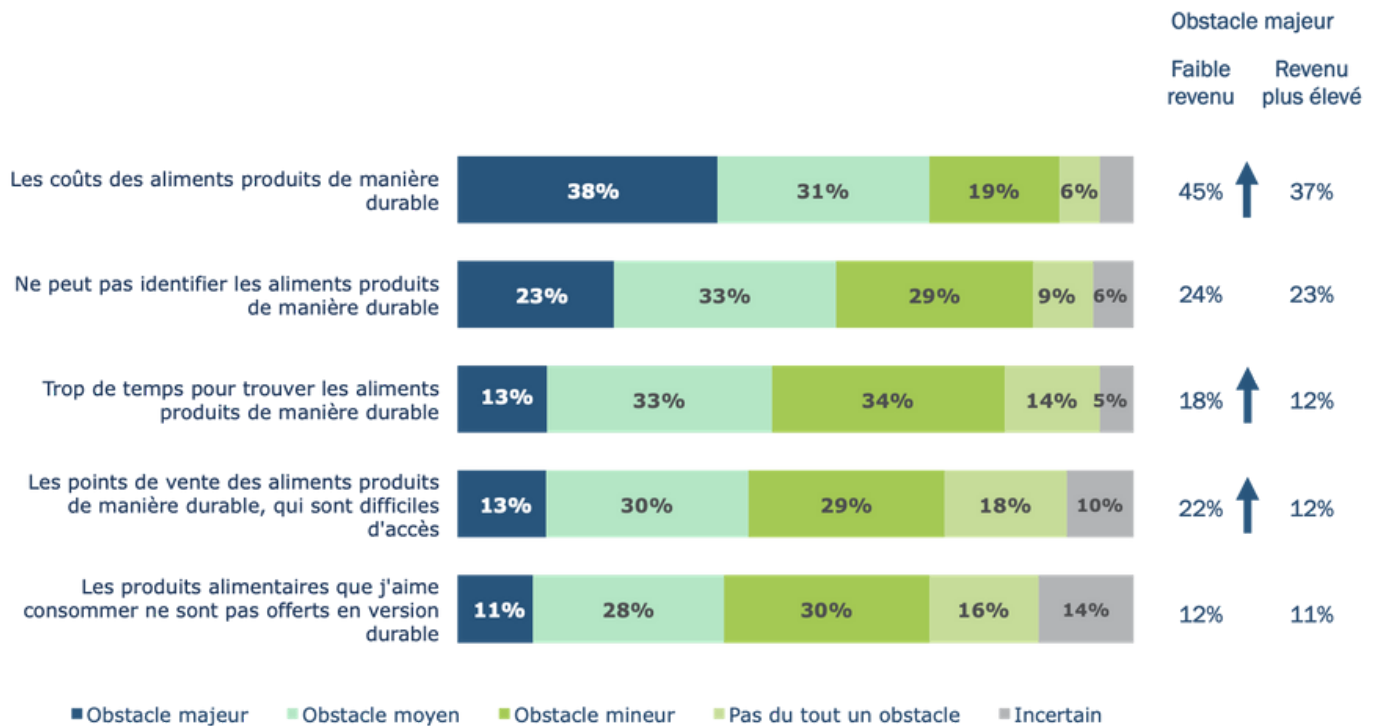
« Je ne vais pas dans les endroits où je ne me sens pas à l'aise. Dans certains endroits, il existe une certaine dynamique de groupe. Aussi, même si les produits sont excellents, si je ne me sens pas le bienvenu, je n'y vais pas. Dans certains marchés fermiers, on nous regarde de travers et on ne reçoit pas le même service. On ne nous entend pas et on ne nous voit pas. Nous méritons le respect dans les endroits où l'on choisit de dépenser notre argent. Si nous choisissons de dépenser beaucoup d'argent pour une excellente nourriture, je veux recevoir un excellent service. »

Les gens n'achètent de la nourriture que là où ils se sentent à l'aise et ils ne magasineront pas où ils ont le sentiment d'être victimes d'une discrimination, même si cela affecte la qualité de la nourriture qu'ils achètent. Un certain nombre de questions importantes doivent être étudiées en menant des recherches ultérieures sur le rôle du racisme dans l'accès à la nourriture et les habitudes de consommation.

# FIGURE 4 : OBSTACLES À L'ACHAT D'ALIMENTS PRODUITS DE MANIÈRE DURABLE



**QUESTION DE L'ENQUÊTE : Selon vous, dans quelle mesure l'achat d'aliments produits de manière durable constitue-t-il un obstacle?**



Base : Échantillon total (n=1501),  
Faible revenu (n=500), Revenu plus élevé (n=1001)





# 4 - MOINS GRANDE DISPONIBILITÉ DES ALIMENTS PRODUITS DE MANIÈRE DURABLE DANS LES QUARTIERS À REVENUS MODESTES

**Les Canadiens à faible revenu rapportent un moins bon accès aux épiceries spécialisées plus petites et aux marchés fermiers, où l'accès aux aliments produits de manière durable a tendance à être plus facile.**

Selon l'étude, les Canadiens à faible revenu ont moins tendance à dire qu'ils ont accès à des épiceries spécialisées plus petites et aux marchés fermiers, où l'accès aux aliments produits de manière durable a tendance à être plus facile. (Figure 5).

Les participants aux groupes de discussion sur les marchés fermiers locaux et les jardins communautaires ont largement souligné ces obstacles – coût plus élevé, pas accueillant pour les personnes à faible revenu, difficultés à trouver des bénévoles pour les jardins, etc.

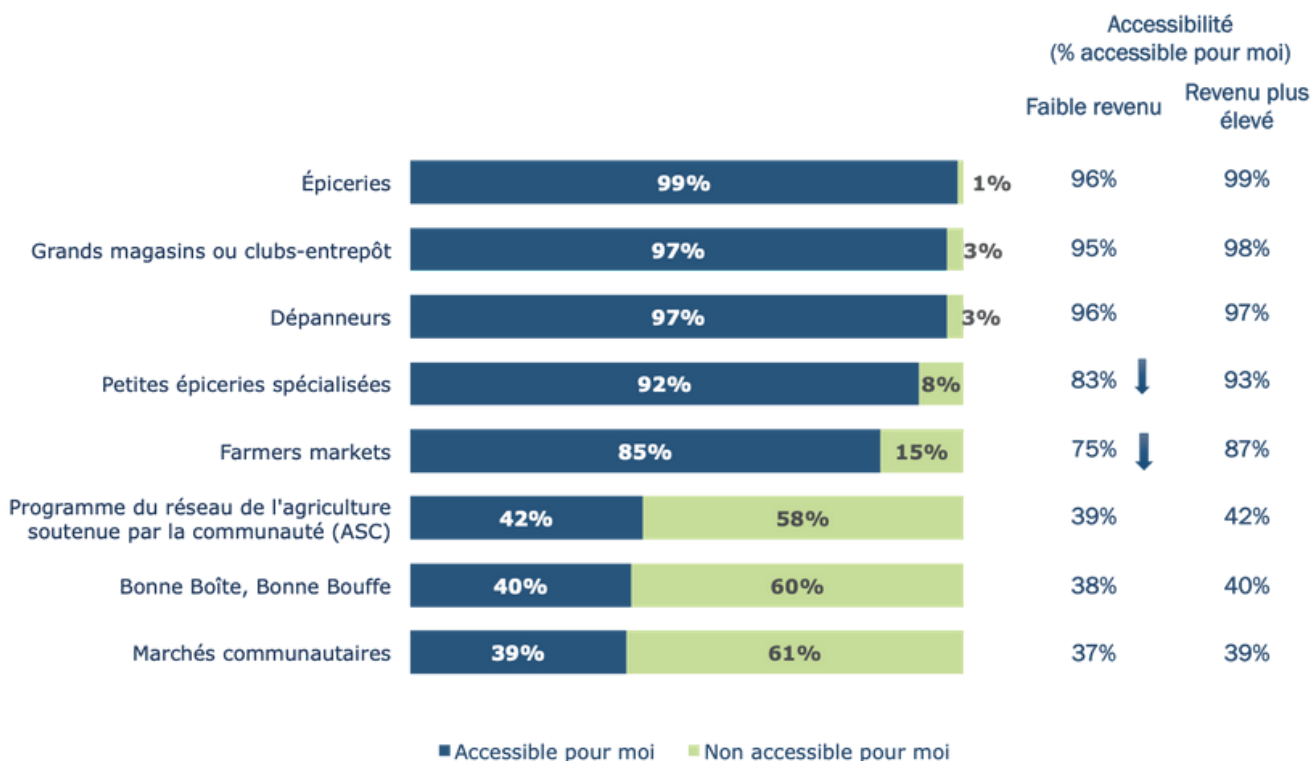
Plusieurs personnes ont indiqué avoir une haute estime des marchés fermiers, et que ces derniers pouvaient avoir les meilleurs aliments; une personne a indiqué la joie qu'elle éprouvait à se rendre au marché, même si elle pouvait se permettre d'acheter que quelques courgettes. D'autres personnes ne sont jamais allées au marché fermier le plus proche de chez elles.



## FIGURE 5 : DISPONIBILITÉ DES DIFFÉRENTES SOURCES ALIMENTAIRES



**QUESTION DE L'ENQUÊTE : À quelle fréquence achetez-vous (ou un membre de votre ménage) des aliments auprès de chacune des sources suivantes?**



Base : Échantillon total (n=1501),  
Faible revenu (n=500), Revenu plus élevé (n=1001)

# 5 - ENJEUX DE TRANSPORT ET DE MOBILITÉ POUR SE RENDRE DANS LES MAGASINS

**Selon l'enquête, les Canadiens à faible revenu ont trois fois plus de chance de rapporter des difficultés à se rendre dans les magasins, particulièrement à cause des problèmes de mobilité.**

Les données de l'enquête et les groupes de discussion illustrent que les consommateurs à faible revenu éprouvent des difficultés à se rendre dans les magasins de manière générale, à cause d'une plus grande dépendance aux moyens de transport en commun, mais aussi à cause de problèmes liés à la santé et/ou à la mobilité.

Environ 50 % des répondants à faible revenu ayant indiqué avoir des problèmes à se rendre dans les endroits où ils achètent de la nourriture ont indiqué que ce problème était dû à la mobilité et/ou la marche, et 33 % ont indiqué que les magasins étaient trop éloignés et/ou exigeaient trop de temps pour s'y rendre (Figure 6).

Les difficultés associées aux moyens de transport et à la mobilité sont également mentionnées à plusieurs reprises dans chacun des groupes de discussion. Les participants discutent de l'augmentation du prix des transports en commun, des difficultés à prendre le bus avec ses achats, du déplacement en fauteuil roulant dans la neige et sur la glace ainsi que de la difficulté de se faire conduire par d'autres personnes. Les participants ont également mentionné des obstacles particuliers pour les personnes vivant dans des « déserts alimentaires » (où il n'existe que peu de magasins et où la voiture est nécessaire) ainsi que pour les personnes vivant dans les communautés difficiles d'accès, comme celles uniquement accessibles par transbordeurs, où la nourriture est très chère et l'approvisionnement peu fiable.



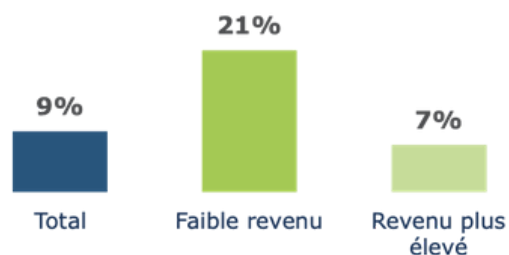


## FIGURE 6 : DÉFIS LOGISTIQUES POUR ACHETER DES ALIMENTS



**QUESTION DE L'ENQUÊTE :**  
Éprouvez-vous (ou une personne de votre ménage) des difficultés à vous rendre dans les endroits/l'endroit où vous achetez de la nourriture?

Oui, je rencontre des obstacles pour me rendre aux endroits où acheter de la nourriture.



**QUESTION DE L'ENQUÊTE :** Quels types de problèmes avez-vous (ou le membre de votre ménage) à vous rendre dans les endroits/l'endroit où vous achetez de la nourriture?

Base (ci-haut) : Échantillon total (n=1501), Faible revenu (n=500), Revenu plus élevé (n=1001)

Base (droite) : Les personnes qui indiquent avoir des difficultés de Q1 (n=182), Faible revenu (n=107), Revenu plus élevé (n=75)

Parmis les personnes qui éprouvent des difficultés			
Types d'obstacles (mentionnés spontanément)	Total	Faible revenu	Revenu plus élevé
Pas de voiture/n'utilise pas les transports en commun	45%	52%	4%
Difficultés motrices ou à marcher	36%	50% ↑	30%
Épiceries trop éloignées/trop de temps pour s'y rendre	31%	33%	31%
Trop occupé/difficile de trouver le temps	24%	16%	27%
Allergies/restrictions alimentaires limitent les endroits où magasiner	11%	11%	11%
Jeunes enfants /difficile de les amener magasiner	6%	7%	6%
Autre	5%	8%	4%

# 6 - DIFFICULTÉS À IDENTIFIER LES ALIMENTS PRODUITS DE MANIÈRE DURABLE ET CONFIANCE DANS L'ACHAT

**Les produits certifiés biologiques et produits localement sont considérés comme relativement faciles à identifier, mais les Canadiens éprouvent des difficultés à juger si ces aliments se conforment à d'autres aspects de la production durable.**

Comme mentionné précédemment, les consommateurs, tous groupes de revenus confondus, ont généralement indiqué un obstacle à l'achat d'aliments produits de manière durable (Figure 4). Dans l'enquête, lorsqu'on leur demande d'identifier des aspects particuliers de la production durable, les répondants (tous groupes de revenus confondus) indiquent qu'il est relativement facile d'identifier les aliments biologiques (44 %) et les produits cultivés localement (28 %) (Figure 7). Cependant, ils notent aussi la difficulté à juger si les aliments répondent à d'autres aspects de la production durable – en particulier si les animaux de ferme sont traités humainement (seulement 8 % ont trouvé que cet aspect était extrêmement et/ou très facile à identifier), et si les travailleurs agricoles sont traités équitablement (seulement 7 % ont trouvé que cet aspect était extrêmement et/ou très facile à identifier). Il s'agit d'un résultat notable, car ces aspects sont plus valorisés par rapport aux autres (Figure 2).

L'analyse documentaire et plusieurs groupes de discussion ont indiqué que pour certains consommateurs, il n'existe

aucune différence perçue entre les aliments étiquetés comme « produits de manière durable » et ceux « produits de manière conventionnelle », ce qui pourrait être lié à la confiance du public. Par exemple, l'un des groupes de discussion a souligné certains des problèmes vécus par des nouveaux arrivants : ceux-ci avaient l'habitude d'acheter leur viande et leurs légumes directement auprès des agriculteurs, mais au Canada, leur confiance a été compromise à cause de la séparation entre les consommateurs et les producteurs ou les transformateurs. Ici, ils achètent leurs aliments (généralement importés) dans les supermarchés, et les chaînes d'approvisionnement sont longues et éloignées. À l'inverse, lorsque les vendeurs dans les marchés fermiers disent que leurs produits sont biologiques, on les croit, et ils sont mieux valorisés que les autres, mais l'obstacle du prix est toujours présent.

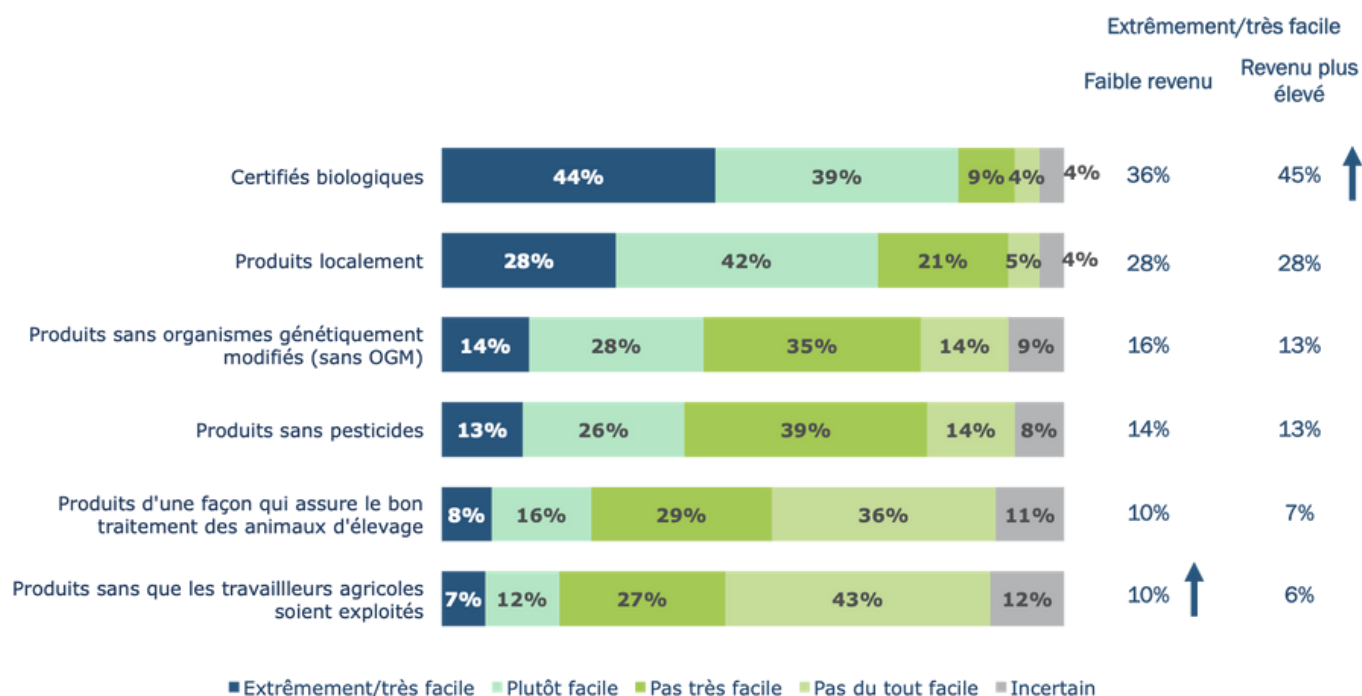




# FIGURE 7 : FACILITÉ À IDENTIFIER LES PRODUITS CULTIVÉS DE MANIÈRE DURABLE



**QUESTION DE L'ENQUÊTE : Pour vous, est-il facile d'identifier les produits qui sont...**



Base : Échantillon total (n=1501), Faible revenu (n=500), Revenu plus élevé (n=1001)



# 7 - OPPORTUNITÉS DE POLITIQUES POUR AUGMENTER L'ACCÈS AUX ALIMENTS PRODUITS DE MANIÈRE DURABLE CHEZ LES CONSOMMATEURS À FAIBLE REVENU

**Des propositions de politique ont été générées à partir d'entretiens avec les chefs de file en matière de sécurité alimentaire.**

Les chefs de file en matière de sécurité alimentaire interrogés en tant que personnes-ressources dans le cadre de cette étude ont proposé une analyse sur ce qui pourrait être amélioré ou fait autrement pour aider les personnes à faible revenu à avoir accès à des aliments produits de manière durable. Les propositions de politiques ont été créées autour d'un apport de soutien pour (1) les agriculteurs qui produisent des aliments de manière durable pour cultiver et distribuer plus d'aliments durables, (2) les institutions (écoles, universités, hôpitaux, établissements de soins de longue durée) pour acheter et servir plus d'aliments produits de manière durable, (3) le secteur des entreprises sans but lucratif pour consolider son travail et ses programmes qui améliorent l'accès aux aliments durables, (4) les personnes à faible revenu pour améliorer directement l'accès aux aliments produits de manière durable.

Les personnes-ressources ont également souligné l'importance du droit des agriculteurs à gagner leur vie et du droit des travailleurs agricoles à être bien traités et à gagner un salaire équitable. La proposition a trouvé écho dans le fait que les agriculteurs qui cultivent des aliments durables devraient recevoir un soutien de la part du gouvernement pour soutenir leurs contributions à l'environnement. Les personnes-ressources ont finalement souligné que les personnes souffrant d'insécurité alimentaire dénotent un problème systémique qui pourrait être résolu grâce à un revenu universel minimum.





## **Il existe un soutien généralisé aux politiques visant à accroître l'accès aux aliments produits de manière durable dans toutes les fourchettes d'imposition.**

Les priorités des politiques visant à accroître l'accès aux aliments produits de manière durable qui ont été soulevées par les personnes-ressources et qui ont trouvé un fort soutien auprès du public et dans toutes les tranches de revenu sont les suivantes (Figure 8) :

- Soutenir les agriculteurs locaux pour qu'ils puissent développer les marchés d'aliments locaux et durables (84 % de soutien selon le sondage).
- Soutenir les institutions publiques, comme les écoles et les hôpitaux, pour qu'elles achètent et servent plus d'aliments produits de manière durable et locaux (82 % de soutien selon le sondage).
- S'assurer que chacun au Canada dispose d'un revenu annuel minimum garanti et puisse correctement nourrir son ménage (75 % de soutien selon le sondage).
- Appuyer la création de plus de jardins communautaires, de marchés communautaires et de marchés fermiers pour qu'ils soient largement présents (de 74 à 77 % de soutien selon le sondage).
- Subventionner les Canadiens à faible revenu (coupons d'aliments frais, jetons à utiliser dans les marchés fermiers, ou encore des suppléments de financement) pour qu'ils bénéficient d'un meilleur accès aux aliments durables (69 % de soutien selon le sondage).

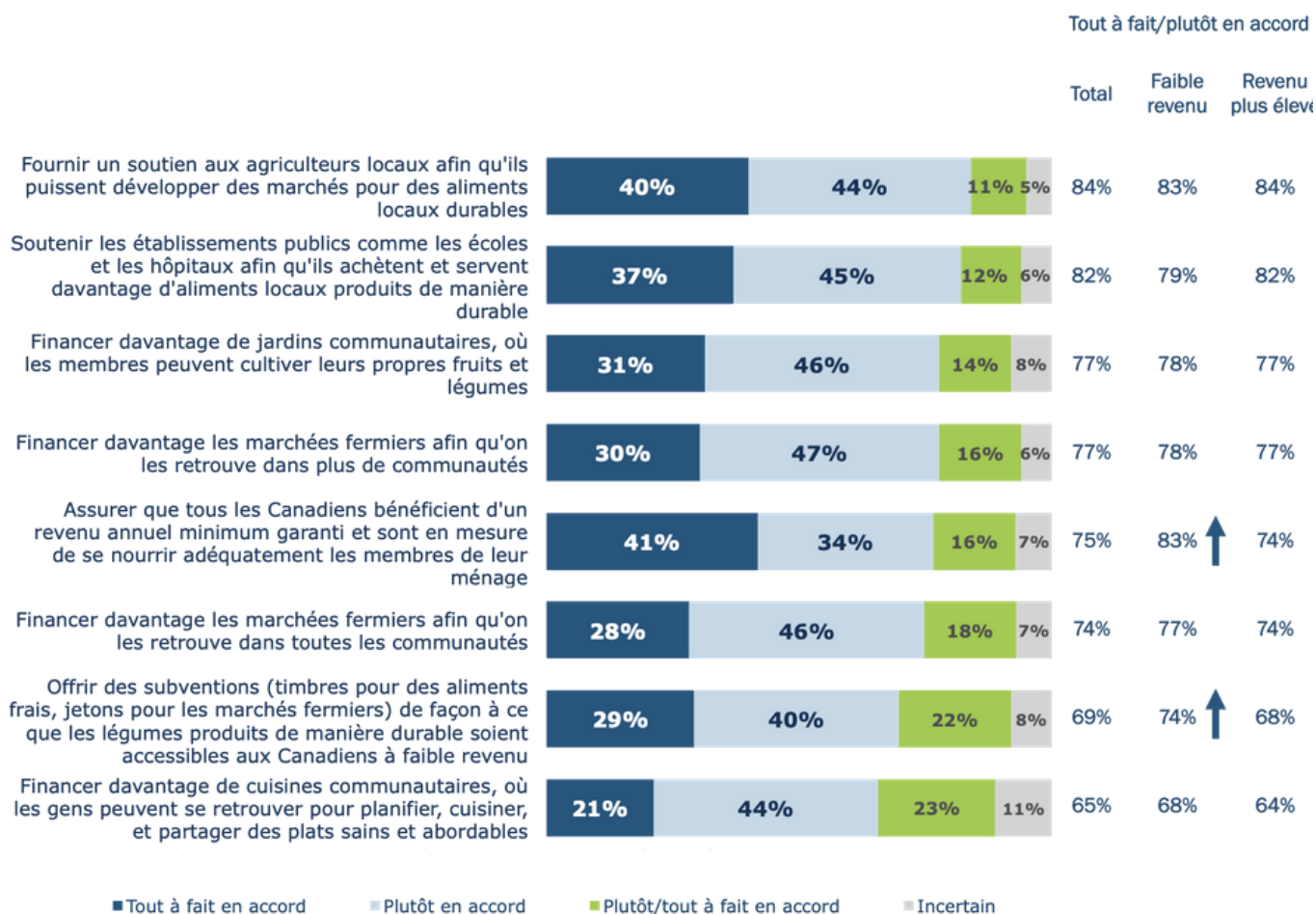
D'un point de vue statistique, il est important que les Canadiens à faible revenu soutiennent fortement ou quelque peu 2 des propositions de politiques : revenu minimum annuel garanti (83 % par rapport à 74 % chez les répondants à revenu plus élevé); et offre de subventions pour que les légumes cultivés de manière durable soient accessibles aux Canadiens à faible revenu (74 % par rapport à 68 % chez les répondants à revenu plus élevé).

« De manière générale, ces résultats confortent l'analyse selon laquelle des approches communes dans les politiques sociales, économiques et environnementales sont nécessaires pour répondre aux problèmes d'accès et de justice sociale des consommateurs, tout en garantissant simultanément que les producteurs gagnent un salaire équitable et puissent employer des techniques durables » (Levkoe, 2011 [trad. libre]).

## FIGURE 8 : SOUTIEN ENVERS DES POLITIQUES PARTICULIÈRES VISANT À ACCROÎTRE L'ACCÈS AUX ALIMENTS PRODUITS DE MANIÈRE DURABLE



**QUESTION DE L'ENQUÊTE :** Les politiques publiques suivantes ont été suggérées pour augmenter l'accès aux aliments produits de manière durable. En gardant à l'esprit que l'augmentation des services pourrait augmenter les impôts ou allouer différemment les contributions existantes, dans quelle mesure soutenez-vous ou vous opposez-vous à chaque idée de politique?



Base : Échantillon total (n=1501), Faible revenu (n=500), Revenu plus élevé (n=1001)



# QUESTIONS POUR LES RECHERCHES ULTÉRIEURES

Il est évident que malgré l'importance des obstacles économiques pour améliorer l'accès aux aliments produits de manière durable, des facteurs géographiques, sociaux et culturels complexes entrent aussi en jeu. Ils doivent être mieux compris et abordés pour effectuer des changements importants de politiques entraînant un meilleur accès universel aux aliments produits de manière durable. Cela est important non seulement pour les besoins des particuliers et des ménages souffrant d'insécurité alimentaire, mais aussi pour la santé environnementale et économique des communautés partout au pays, ainsi que pour la sécurité alimentaire des générations futures.

Un certain nombre de questions importantes doivent être étudiées. Elles portent sur le rôle du racisme dans l'accès à la nourriture et sur les habitudes de consommation. Des facettes de notre système alimentaire perpétuent des formes de racisme, tandis que d'autres y résistent. Au niveau des espaces physiques, alors que les obstacles implicites auxquels sont confrontées les personnes qui se rendent dans les marchés fermiers ou les magasins spécialisés aient fait l'objet de discussion dans les groupes, ces problèmes n'ont pas émergé dans les résultats de l'enquête.

Ils pourraient être examinés plus en profondeur grâce à des discussions en personne plutôt que par le biais d'enquêtes en ligne. Des études supplémentaires sont nécessaires pour révéler les intersections complexes entre les obstacles sociaux, culturels et économiques dans ces espaces; comment certains espaces alimentaires alternatifs fonctionnent-ils comme des espaces élitistes, et comment les autres sont-ils utilisés pour déconstruire le racisme, le sexisme et le préjugé social.

Examiner plus en détail le rôle crucial des « connaissances des consommateurs » à l'égard des aliments et la manière de les développer efficacement revêt un grand potentiel. Comment les informations sur les méthodes de production alimentaire durables, comme les pratiques de travail équitables à l'égard des travailleurs agricoles, peuvent-elles être mieux communiquées aux consommateurs canadiens pour qu'ils puissent mieux comprendre l'impact de leurs achats alimentaires? Comment peut-on mieux comprendre les priorités et les compromis qui pourraient être effectués par les consommateurs à l'égard de leurs achats d'aliments durables?



Ces priorités et compromis pourraient-ils changer si les consommateurs en apprennent plus au sujet des pratiques alimentaires durables?

Reconnaître les conséquences d'une production alimentaire non durable mène également à des questions supplémentaires importantes.

Particulièrement, quels sont les coûts sociaux, économiques et environnementaux associés à un échec de l'amélioration de l'accès aux aliments produits de manière durable au Canada? Comment les calculons-nous? Comment nous assurer que la consommation de ces aliments soit encouragée par le biais des changements apportés aux politiques publiques, et pas uniquement par le biais des changements de comportements individuels qui placent un fardeau supplémentaire sur les personnes à faible revenu?

Il existe un grand potentiel à examiner la manière dont nous pouvons repenser notre système alimentaire, grâce à la décolonisation, la réconciliation, la justice et l'équité comme principes directeurs centraux. Ceux-ci garantiront un meilleur appui et un meilleur accès aux aliments produits de manière durable pour tous les Canadiens.



# REFÉRENCES

---

Association pour le commerce biologique du Canada. (2017). Canadian Organic Market: Trends and Opportunities 2017.

Santé Canada. (2019). Lignes directrices canadiennes en matière d'alimentation à l'intention des professionnels de la santé et des responsables des politiques. Extrait de <https://food-guide.canada.ca/static/assets/pdf/CDG-FR-2018.pdf>

Hodgins, K., Fraser, E. (2018). « We are a business, not a social service agency. » Barriers to widening access for low-income shoppers in alternative food market spaces. *Agriculture and human values*, 35(1), 149-162. <https://doi.org/10.1007/s10460-017-9811-y>

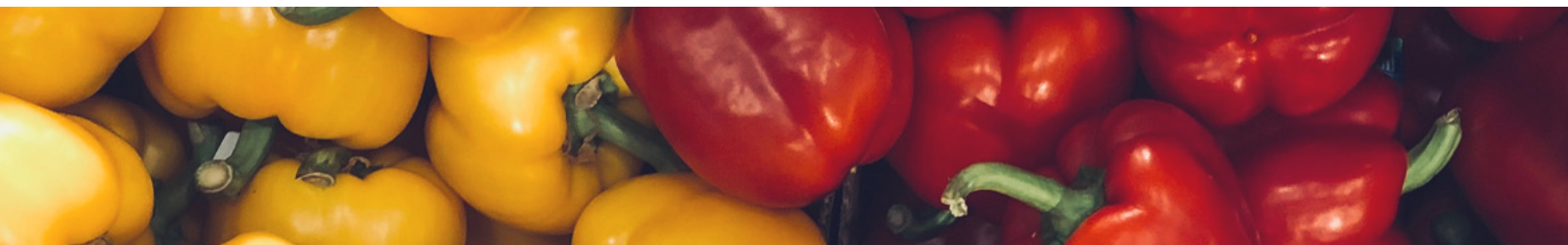
Johnston, J., Szabo, M., Rodney, A. (2011). Good food, good people: Understanding the cultural repertoire of ethical eating. *Journal of Consumer Culture*, 11(3), 293-318. <https://doi.org/10.1177/1469540511417996>

Levkoe, C. Z. (2011). Towards a Transformative Food Politics. *Local Environment*, 16(7), 687-705. <https://doi.org/10.1080/13549839.2011.592182>

Levkoe, C. Z., Sheedy, A. (2017). A people-centred approach to food policy making: Lessons from Canada's People's Food Policy project. *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, 1-21. <https://doi.org/10.1080/19320248.2017.1407724>

Tarasuk, V., Fafard St-Germain, A., Mitchell, A. (2019). Geographic and socio-demographic predictors of household food insecurity in Canada, 2011-12. *BMC Public Health*, 19(12). <https://doi.org/10.1186/s12889-018-6344-2>

Nations-Unies. (2016). Objectif 12 : Établir des modes de consommation et de production durables. Extrait de <https://www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-consumption-production/>











# À PROPOS DU RÉSEAU POUR UNE ALIMENTATION DURABLE

Le Réseau pour une alimentation durable est une alliance pancanadienne d'organisations et d'individus qui travaillent à promouvoir la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire à travers trois objectifs interreliés: la faim zéro, une alimentation saine et sûre et des systèmes alimentaires durables.

[www.alimentationdurable.ca](http://www.alimentationdurable.ca)

## FINANCEMENT DE LA RECHERCHE

Le Réseau pour une alimentation durable a reçu du financement en vertu du Programme de contributions pour les organisations sans but lucratif de consommateurs et de bénévoles d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada. Les opinions exprimées dans ce rapport ne sont pas nécessairement celles d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada ou du gouvernement du Canada.

## COMMENT CITER LE RAPPORT

Kramer, D., Ferguson, R., Reynolds, J. (2019). Une consommation durable pour tous : améliorer l'accessibilité des aliments produits de manière durable au Canada. Un rapport de recherche du Réseau pour une alimentation durable. Disponible à <https://foodsecurecanada.org/fr/consommation-durable-pour-tous>



[www.alimentationdurable.ca](http://www.alimentationdurable.ca)



**RAD**

Réseau pour une  
alimentation durable

3875, rue St-Urbain, bureau 502  
Montréal (Québec) H2W 1V1